



LE PARISIEN - Samedi 4 Janvier 2014

De timides avancées depuis la « tragédie du textile » au Bangladesh

Le drame du Rana Plaza, l'immeuble dont l'effondrement a provoqué la mort de plus de mille ouvriers du textile le 24 avril 2013 au Bangladesh, près de Dacca, avait ému le monde entier. La découverte dans les décombres d'étiquettes de marques américaines et européennes rappelait soudain aux consommateurs occidentaux que leurs vêtements étaient souvent fabriqués là, dans les ateliers insalubres du deuxième pays exportateur de textile de la planète, par quelque 4 millions d'hommes et de femmes aux conditions de travail misérables. Huit mois après, qu'a changé cette catastrophe à leur sort?

« L'électrochoc a permis quelques progrès, mais le chemin vers une responsabilité pleine et entière des donneurs d'ordre sur leur chaîne d'approvisionnement reste long », résume Vanessa Gautier, de l'ONG française Peuples solidaires. La première avancée concerne la sécurité : en juin, plus de cent multinationales ont signé un accord prévoyant l'obligation de rénovation et de mise aux normes de plus de 1 600 usines (sur quelque 5 000). Parmi les marques françaises engagées figurent Auchan, Camaïeu, Carrefour, Casino et Leclerc. Conçu avec les syndicats locaux, cet accord pionnier prévoit des inspections indépendantes qui ont débuté en novembre. « Les ouvriers pourront refuser de travailler en cas de risque », souligne Vanessa Gautier. Auchan, qui « participe activement », communiquera sur ce plan « à la fin du 1er trimestre » 2014, indique un porte-parole du groupe.

Sur le front des salaires, mi-novembre, le gouvernement du Bangladesh a annoncé une augmentation de 77% du revenu mensuel minimum du secteur. Après d'autres accidents, la multiplication de manifestations a contraint les producteurs à céder. Reste que passer de 3000 takas (28,48 €) à 5 300 (50,32 €) dans un pays rongé par l'inflation maintient les travailleurs dans la pauvreté.

L'indemnisation des familles des 1133 victimes de la catastrophe, d'un coût estimé à 54 M€, demeure un point noir. Syndicats et ONG tentent d'impliquer les 29 marques étrangères identifiées comme ayant eu recours probablement aux ateliers du Rana Plaza. Seules quatre ont annoncé leur participation au fonds de compensation créé fin décembre. En France, les ONG Peuples solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette multiplient les appels pour qu'Auchan, Carrefour ou Camaïeu (le seul à l'avoir promis) contribuent.

Pascale Égré